



Les Fédérations des Finances Solidaires, CGT, FO, CFTD, CFTC et UNSA dénoncent :

- Les premières décisions du gouvernement concernant la Fonction publique et les fonctionnaires :

- Gel de la valeur du point d'indice.
- Retour du jour de carence.
- Augmentation de la CSG sans véritable compensation pérenne et sans augmentation du pouvoir d'achat.

- Le projet de loi de Finances 2018 qui confirme :

- La suppression de 1 648 emplois dans les ministères économiques et financiers.
- La diminution des crédits de fonctionnement et d'investissement.
- Les risques graves qui pèsent sur le périmètre des missions, les implantations de services.
- La baisse drastique des promotions internes.

Au final, ce sont les droits et garanties de gestion des personnels qui sont attaqués.

De fait, Bercy n'est toujours pas considéré comme un ministère prioritaire et le projet de loi de finances pour 2018 place à nouveau les administrations économiques et financières au premier rang des sacrifiés.

Les personnels des ministères économiques et financiers continuent de subir les affres des restructurations incessantes, des mobilités forcées, de la réduction de leurs moyens de fonctionner, du blocage des promotions, de la dégradation de leurs conditions de travail. Sans compter les attaques répétées contre leur pouvoir d'achat qui continue de s'effondrer.

Les Fédérations des Finances Solidaires, CGT, FO, CFTD, CFTC et UNSA appellent les agents de Bercy à participer massivement à la journée de grève et de manifestations le mardi 10 octobre, à l'initiative de l'ensemble des fédérations de fonctionnaires.